

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/31

2 avril 1998

(98-1335)

Comité du commerce et du développement
Cadre intégré pour l'assistance technique
liée au commerce

Original: anglais

ÉVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LE SAMOA

Réponses intégrées de la Banque mondiale, du CCI,
de la CNUCED, du FMI, de l'OMC et du PNUD¹

SAMOA

¹ Publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 e) du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

A. POLITIQUE COMMERCIALE

a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?

Dans sa déclaration sur la stratégie économique pour 1996-1997, le gouvernement a mis l'accent sur le développement des produits agricoles traditionnels et non traditionnels qui ont un potentiel d'exportation. Or, jusqu'à présent, très peu de produits sont exportés, à part un petit groupe d'articles traditionnels.

Les secteurs importants comprennent la transformation des produits agricoles, certains produits de la mer à forte valeur ajoutée, l'artisanat, le tourisme ainsi que les services et le secteur financier.

b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?

Les exportations sont principalement destinées aux marchés traditionnels tels que la Nouvelle-Zélande et l'Australie et, en particulier, aux consommateurs originaires des îles du Pacifique. Les importations proviennent aussi, pour l'essentiel, de ces pays. Cela tient au fait que, d'une part, il existe sur ces marchés une demande pour les produits disponibles au Samoa, et d'autre part, celui-ci est tout proche. Quelques exportations vont vers les États-Unis continentaux, principalement la côte ouest, et très peu vers les marchés européens et asiatiques. En outre, des arrangements préférentiels tels que le SPARTECA permettent de concentrer les exportations sur les marchés traditionnels précités.

La nécessité de diversifier les marchés et l'émergence des marchés asiatiques sont toutefois reconnues. L'importance décroissante des arrangements préférentiels tels que le SPARTECA et la quatrième Convention de Lomé ainsi que l'apparition des politiques de libre-échange ont conduit le Samoa à s'intéresser à d'autres marchés potentiels. Cependant, avec une base de ressources limitée, les possibilités de diversification semblent restreintes.

c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?

Les principaux objectifs de la politique commerciale du Samoa sont, entre autres, le développement du traitement en aval des produits finis destinés à l'exportation afin d'en accroître la valeur et l'expansion du secteur manufacturier spécialement la fabrication légère (assemblage) et les activités nécessitant une main-d'œuvre importante et ayant un potentiel d'exportation. Plus récemment, le développement du secteur des services pour l'exportation a également pris beaucoup d'importance, en particulier avec les débouchés qui sont apparus. Auparavant, les politiques se concentraient sur l'exportation de produits frais qui se sont révélés sensibles aux cyclones et aux fluctuations des prix mondiaux.

d) Quels sont les Ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en œuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des Ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?

Le Ministère du commerce et de l'industrie élabore la politique commerciale internationale et les autres politiques liées au commerce. Le Ministère des finances est chargé des politiques et

stratégies du gouvernement dans un plus grand nombre de domaines, pour l'ensemble du développement économique du pays. La Banque centrale contrôle et délivre les licences d'exportation pour tous les produits exportés. L'Administration des douanes perçoit les droits d'importation et d'accise et gère également la ristourne de droits de douane. Au Ministère des finances, la Direction des impôts révisé les droits d'importation.

e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?

La Direction du développement du commerce et de l'industrie, qui comprend des représentants des pouvoirs publics et du secteur privé, sert de centre de débat sur les questions de politique commerciale et d'investissement. Les établissements universitaires sont consultés s'il y a lieu.

f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.

Dans de nombreux cas, les associations du secteur privé telles que la Chambre de commerce et d'industrie, l'Association des fabricants et la Fondation "Women in Business" aident à réaliser ces projets.

g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.

Loi de 1990 sur le commerce et l'industrie
 Loi de 1992-1993 sur les incitations aux entreprises et la promotion des exportations
 Loi de 1975 sur le tarif douanier, modifiée en 1997
 Loi de 1978 sur le commerce

h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc; Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?).

- i) Importations: il n'y a pas de restrictions directes à l'importation, hormis le fait que les pouvoirs publics contrôlent la distribution de certains produits. La Commission de contrôle des alcools, par exemple, contrôle les prix de certains produits de base.

Droits de douane:

- Le Système harmonisé (SH) est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1997. Les droits d'importation sont calculés sur la base coût-assurance-fret (c.a.f.);
- étant donné que les droits de douane constituent la principale source de recettes de l'État, le système actuel vise à imposer des taux de droit élevés, en particulier sur le tabac, les alcools, les véhicules et les produits de luxe;
- le droit d'accise est largement appliqué à toute une gamme de produits, avec des taux élevés sur le tabac et les alcools, les appareils ménagers, les véhicules à moteur et une série de produits de luxe.

Exonérations:

Les entreprises agréées par décret pris en vertu de la Loi sur les incitations aux entreprises et la promotion des exportations ont droit à une exonération totale ou partielle des taxes sur les matériaux de construction des usines, les installations, les machines, les véhicules, le matériel, les matières premières et les matériaux d'emballage pour la création et/ou le développement d'entreprises. La section 1 contient des détails à ce sujet.

Procédure:

- Les importateurs doivent soumettre les déclarations à l'Administration des douanes pour évaluation;
 - les importateurs doivent payer l'intégralité des droits sur la base de l'évaluation en douane.
- ii) Exportations: les pouvoirs publics ne perçoivent ni redevances ni prélèvements sur les produits exportés. Un formulaire d'exportation doit être déposé à la Banque centrale à des fins statistiques uniquement.

Les recettes d'exportation provenant de marchandises expédiées par toutes les entreprises vers des pays autres que les Samoa américaines doivent être remises à une banque agréée dans les trois mois suivant la date d'expédition. Celles provenant de marchandises expédiées vers les Samoa américaines doivent l'être dans les quatre semaines suivant la date d'expédition.

Système de ristourne des droits de douane:

Sous réserve de justification. Les services douaniers autorisent la ristourne des droits payés sur des composants importés utilisés dans des produits qui sont ensuite réexportés par le Samoa.

Incitations à l'exportation:

La section 1 contient des précisions concernant la Loi sur les incitations aux entreprises et la promotion des exportations qui est administrée par le Ministère du commerce et de l'industrie.

Mécanisme de financement des exportations:

Tous les exportateurs peuvent bénéficier de ce système qui leur permet d'obtenir un crédit à des taux d'intérêt réduits.

Ce mécanisme est administré par la Banque centrale qui accorde, par l'intermédiaire des banques commerciales, un financement à 9 pour cent aux exportateurs, soit 3 pour cent de moins que les taux commerciaux actuels.

Accords commerciaux:

Le Samoa est partie à un certain nombre d'accords commerciaux régionaux et internationaux, dont:

- le SPARTECA, qui donne accès aux marchés néo-zélandais et australien à des taux de droits réduits;

- la quatrième Convention de Lomé, qui donne accès aux marchés européens à des taux de droit réduits;
- le SGP, qui donne accès aux États-Unis et à d'autres pays développés à des taux de droit réduits.

Ces accords comprennent tous des conditions posées par les pays donateurs. Pour plus de précisions, s'adresser au Ministère du commerce et de l'industrie.

i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?

Le Samoa prévoit d'accéder à l'OMC. Les réformes du secteur public actuellement en cours rendront la plupart des politiques conformes aux procédures appliquées sous l'égide de l'OMC. Par exemple, la stratégie du gouvernement qui consiste à réduire les droits de douane est en accord avec les objectifs de l'OMC. Avant de prendre les engagements qui lui permettront de devenir Membre, le Samoa doit analyser et évaluer les conséquences d'un tel acte. Les résultats de cette étude constitueraient la base de toute recommandation à faire sur les réformes nécessaires pour se conformer aux Accords de l'OMC.

j) Le cadre de l'OMC est-il familier:

- **aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?**
- **au secteur privé?**

Le Ministère du commerce et de l'industrie connaît très bien le cadre de l'OMC car les pouvoirs publics l'ont chargé de préparer l'accession du Samoa. L'Administration des douanes, la Banque centrale, les Ministère de l'agriculture et de la justice et le Bureau du Procureur général comptent parmi les autres organes impliqués dans le processus. Des informations leur ont été fournies afin qu'ils se préparent dans les domaines relevant de leur compétence.

Le secteur privé a également été informé, mais dans une moindre mesure. Le Ministère a organisé un petit atelier pour les fonctionnaires et des représentants du secteur privé sur le cadre général de l'OMC ainsi que sur les conséquences globales de l'accession à l'OMC pour le pays.

Des renseignements sur l'OMC et des bulletins d'information sont également envoyés aux principales associations du secteur privé.

k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?

- Examen de la législation existante afin de déterminer dans quels domaines des changements seront nécessaires pour se conformer aux Accords de l'OMC;
- assistance au secteur privé pour qu'il comprenne mieux les incidences de l'accession du Samoa à l'OMC;
- assistance aux entreprises du secteur privé pour qu'elles surmontent les difficultés à court terme dues aux changements qu'implique le respect des Accords de l'OMC;
- assistance technique pour préparer le Samoa à l'accession et le guider dans le processus de négociation qui l'y conduira;
- assistance technique pour permettre au Samoa de suivre les travaux de l'OMC.

l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?

Une assistance technique est nécessaire dans tous les domaines et, notamment, dans les domaines spécialisés tels que les ADPIC, SPS, MIC, etc.

- i) Commerce des marchandises:
 - Agriculture;
 - mesures concernant les investissements et liées au commerce;
 - règles d'origine;
 - évaluation en douane;
 - obstacles techniques au commerce;
 - pratiques antidumping;
 - licences d'importation;
 - sauvegardes.
- ii) Commerce des services:
 - Commerce des services financiers;
 - services professionnels;
 - mouvement des personnes physiques;
 - télécommunications de base.
- iii) Politiques commerciales (réformes que les gouvernements doivent entreprendre dès lors qu'ils sont Membres de l'OMC).
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?

Nos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, sont minimes.

B. OBSTACLES À L'EXPANSION DU COMMERCE

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?

- Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?

- Manque de connaissance des systèmes internationaux de gestion de la qualité;
- accès limité aux renseignements actualisés sur les marchés et les prix à l'étranger;
- frais de transport trop élevés et programmation inadaptée;
- exposition/vulnérabilité aux catastrophes naturelles;
- obstacles non tarifaires tels que les réglementations obscures en matière de quarantaine sur les marchés d'exportation;
- manque de qualifications techniques;
- manque de connaissance des prescriptions douanières des autres pays;
- accès limité aux marchés dû à la marginalisation des avantages dans le cadre des accords commerciaux préférentiels;
- procédures lourdes à l'exportation;
- capacité de transport aérien limitée.

b) Y a-t-il des blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:

- i) ressources humaines**
- ii) gestion de l'institution**
- iii) ressources financières et matérielles**
- iv) communications**

- Politique industrielle non transparente; base d'information insuffisante pour l'élaboration de la politique et manque de transparence du système administratif et réglementaire;
- manque d'esprit d'entreprise et de qualifications professionnelles;
- absence d'investissement du secteur privé dans la formation en cours d'emploi pour les industries nouvelles ou existantes;
- disponibilité et application limitées du financement des exportations et du fonds de roulement requis;
- absence d'institution nationale de normalisation et de qualité;
- coordination limitée entre les organismes impliqués dans la formation;
- soutien insuffisant des organismes qui s'occupent, entre autres, d'expédition et de transactions dématérialisées.

c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?

- Base de ressources limitée;
- absence de gamme diversifiée de produits et de services pour l'exportation;
- moyens de financement insuffisants pour répondre aux besoins des exportateurs;
- connaissances techniques limitées en matière de conditionnement;
- soutien limité au niveau des infrastructures;
- connaissance insuffisante des besoins des marchés d'exportation;
- manque de volonté des fournisseurs de diversifier leur gamme de produits;
- coût élevé de l'accès aux informations sur les possibilités d'exportation, par exemple présence aux foires commerciales internationales.

d) Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).

- Accès limité au financement de l'industrie, tant pour l'investissement que pour le fonds de roulement;
- possibilités d'investissement restreintes dues à une base de ressources limitée;
- difficulté à attirer les investissements étrangers vers des domaines/créneaux qui se prêtent à l'exportation;
- soutien limité au niveau des infrastructures des industries primaires et capacité de production restreinte;
- compétence insuffisante des concepteurs de projets locaux pour l'élaboration de propositions d'investissement;
- faible nombre d'entrepreneurs locaux prêts à prendre des risques;
- coûts liés à la promotion de l'investissement sur le plan international;
- indisponibilité de capitaux propres.

e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?

La Loi de 1992-1993 sur les incitations aux entreprises et la promotion des exportations prévoit des incitations pour les investisseurs qui exportent au moins 95 pour cent de leurs produits ainsi que pour ceux qui produisent pour le marché intérieur.

Les investisseurs étrangers sont encouragés à travailler avec des organismes gouvernementaux tels que le Ministère du commerce et de l'industrie pour élaborer leurs propositions d'investissement.

f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.

- En raison de leur petite taille, les entreprises ne peuvent pas fournir les ressources nécessaires à l'acquisition ou au développement des technologies;
- il y a peu de fournisseurs de services extérieurs dans le pays;
- très faibles niveaux de capitalisation des entreprises locales;
- prise de conscience insuffisante des avantages offerts par les technologies;
- connaissance insuffisante du processus d'innovation au gouvernement et dans l'enseignement;
- peu d'entreprises locales ont des relations avec des firmes internationales.

g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?

- Une formation est nécessaire dans plusieurs domaines tels que la sensibilisation aux technologies, l'esprit d'entreprise et l'innovation;
- assistance technique pour l'identification des possibilités d'exportation et sensibilisation aux problèmes du commerce international;
- assistance technique pour la mise au point de nouveaux produits à base de ressources locales;
- assistance technique en matière de capital à risques et de financement du développement;

- assistance technique en matière de développement des technologies de l'information pour les exportateurs.

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des entreprises et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?

Oui (il s'agit, pour la plupart, des mêmes problèmes que ceux cités précédemment).

- Capital disponible limité;
- les technologies sont aussi limitées;
- offre insuffisante de matières premières de qualité;
- offre insuffisante d'exportations pour répondre à la demande du marché;
- la qualité des produits exportés n'est pas compétitive;
- concurrence des autres pays des îles du Pacifique pour des exportations similaires.

i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?

- Seules quelques entreprises ont accès à de telles informations sur Internet;
- les petites et moyennes entreprises se fient aux informations qui leur sont données (elles ne les cherchent pas elles-mêmes);
- les coûts sont élevés;
- les entreprises ne connaissent pas les sources d'information.

j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?

Le marché local n'exige pas de normes internationales de conception, de qualité et de conditionnement. Aussi les entreprises locales ne sont-elles généralement pas capables de se conformer à ces normes.

k) À quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?

- Problème de l'offre de main-d'œuvre qualifiée;
- exode du personnel qualifié;
- avec un marché très petit qui en est au début de son développement, il est difficile d'avoir toutes les infrastructures et les fournisseurs de services nécessaires pour être compétitif;
- les horaires des lignes aériennes ne conviennent pas aux voyageurs.

l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?

- Manque de coordination entre ces institutions;
- coût élevé de la prestation de services;
- le secteur privé s'attend à ce que de tels services soient gratuits.

m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?

- Gestion et programmation du fret;
- le pouvoir d'achat étant faible, il est impossible d'acheter en grande quantité;
- accès limité aux informations sur les sources de matières premières.

n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?

Il existe des facilités de financement des exportations, mais ce financement est limité, du point de vue de sa disponibilité et de son application, aux projets d'exportation, en particulier lors de la première phase de lancement et de développement.

o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?

Bien qu'il existe des programmes de formation, le secteur privé en a peu profité et, notamment, ne souhaite pas investir dans ce domaine.

p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?

De grandes améliorations sont indispensables dans ce domaine. Un effort mieux coordonné est nécessaire entre le secteur privé et les représentants commerciaux pour promouvoir les produits d'exportation et identifier les possibilités commerciales.

q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.

- Assistance pour le développement de techniques de commercialisation adaptées aux produits samoans, par exemple la préparation de matériel d'aide à la vente, la publicité dans des annuaires du commerce international et la promotion sur Internet;
- recrutement et disponibilité d'experts en commercialisation dans les domaines d'exportation appropriés;
- financement de la promotion des marchés, basé sur le succès.

Accès aux marchés

r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?

- Manque de ressources pour négocier l'accès aux marchés;
- information limitée sur les marchés et les activités de promotion de la commercialisation;
- contraintes au plan de l'offre;
- manque de compréhension des facteurs de qualité et de fiabilité.

s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?

Il n'existe pas d'obstacle spécifique, mais de temps en temps, des problèmes surviennent, par exemple en raison d'une interprétation différente des règles de quarantaine pour l'importation de certains articles dans différents ports d'Australie.

t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Êtes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?

Le SPARTECA et l'Accord régional sur le sucre. Ces avantages préférentiels sont toutefois marginaux.

u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.

- Très peu de produits d'exportation pour profiter pleinement des préférences disponibles;
- les exportations sont principalement concentrées sur les marchés de la région du Pacifique et il y en a très peu à destination de marchés tels que l'Europe, le Japon et l'Amérique du Nord. Les préférences disponibles ne sont donc pas pleinement utilisées;
- le Samoa utilise très peu le SGP.

v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?

- Études de marchés et possibilité d'obtenir des informations sur les besoins des marchés;
- lignes directrices claires concernant les restrictions et les réglementations sur les marchés extérieurs;
- assistance technique pour négocier l'accès aux marchés;
- formation et éducation du secteur privé pour qu'il prenne conscience de l'importance des facteurs de qualité et de fiabilité;
- création d'un institut de la qualité et de la normalisation.

C. ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique est normalement offerte aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour constituer ou renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, leur fournir des renseignements commerciaux et un soutien juridique lié au commerce, et améliorer leur capacité d'offre afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le domaine des échanges multilatéraux.

a) Dans la mesure où ce type de renseignements est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?

- i) Projet AusAID, Programme australien d'aide bilatérale - Création, au Ministère du commerce et de l'industrie, du service de promotion du commerce et de l'investissement, chargé de promouvoir les échanges commerciaux et l'investissement au Samoa.

- ii) ONUDI - Étude des contraintes sur le plan de la politique industrielle.
- iii) Secrétariat du Commonwealth - Examen des possibilités industrielles.
- iv) Secrétariat du Forum - Assistance sous diverses formes, à la fois technique et financière, pour le commerce et l'investissement et pour le développement du secteur privé.
- v) Programme néo-zélandais d'aide bilatérale - Aide publique au développement du secteur privé (en cours).

b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions. Veuillez les classer par ordre de priorité.

- i) Assistance technique pour l'accession du Samoa à l'OMC et les négociations avec celle-ci.
- ii) Formation en cours d'emploi dans les domaines suivants:
 - une formation est nécessaire dans plusieurs domaines tels que la sensibilisation aux technologies, l'esprit d'entreprise et l'innovation;
 - formation et éducation du secteur privé pour qu'il prenne conscience de l'importance des facteurs de qualité et de fiabilité.
- iii) Promotion des échanges commerciaux et de l'investissement.
- iv) Mise au point de nouveaux produits et/ou services pour l'exportation.
- v) Expansion du capital à risques et du financement du développement.

c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être affinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?

Une base de données statistiques ainsi qu'une analyse des informations sont nécessaires.

d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-ROM, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?

Oui, mais ce service n'est pas fiable et offre un choix très restreint. Le service téléphonique est médiocre et cher. Pour que les technologies de l'information modernes soient pleinement utilisées, les infrastructures de base doivent être parfaitement fiables et d'un coût abordable pour les utilisateurs. Aussi une assistance serait-elle nécessaire pour former les exportateurs à l'utilisation de ces technologies de l'information.

RÉPONSES INTÉGRÉES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD

SAMOA¹

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k): <u>Besoins d'assistance technique pour se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
1. Examen de la législation existante afin de déterminer dans quels domaines des changements seront nécessaires pour se conformer aux Accords de l'OMC	OMC	Une assistance peut être fournie le cas échéant.
2. Assistance au secteur privé pour qu'il comprenne mieux les incidences de l'accession du Samoa à l'OMC	CNUCED	Des séminaires de formation et de sensibilisation sur les conséquences de l'accession à l'OMC pour le secteur privé peuvent être organisés.*
	PNUD	Grâce au Programme sous-régional du Pacifique sur le commerce et l'investissement (RAS/97/300), le PNUD est en mesure d'apporter au gouvernement des conseils techniques dans ce domaine.
	OMC	Un séminaire national sera organisé en 1998.
3. Assistance aux entreprises du secteur privé pour qu'elles surmontent les difficultés à court terme qui implique le respect des Accords de l'OMC	CCI/PNUD	Des discussions sont en cours entre le CCI et le PNUD sur la mise au point d'un programme d'assistance pour le secteur privé.
4. Assistance technique pour préparer le Samoa au processus d'accession et le guider au cours des négociations en vue de l'accession	CNUCED	Des conseils peuvent être donnés dans ce domaine.*
	PNUD	Voir A k) 2 ci-dessus.
	OMC	Une assistance pourra être fournie le cas échéant après que le Samoa aura présenté sa demande formelle d'accession à l'OMC.
5. Assistance technique dans le processus précédant la demande d'accession		

¹ Il convient de noter que le Département des affaires économiques et sociales de l'organisation des Nations Unies a décidé, en collaboration avec le PNUD, d'organiser une réunion des représentants des petits États insulaires en développement et d'éventuels donateurs. "Afin que cette réunion ait toutes les chances d'aboutir à des résultats tangibles, les petits États concernés ont été invités à préparer un dossier de documents sur les projets prioritaires ... qui ne peuvent être exécutés si des ressources extérieures ne viennent compléter celles qui sont actuellement prévues" (document A/52/319, paragraphes 1 à 10, de l'Assemblée générale). L'Assemblée générale a souligné "la nécessité de poursuivre la collaboration entre les petits États insulaires en développement et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies pour faciliter l'établissement de dossiers de projets" (RES/52/202 de l'Assemblée générale).

Pour les petits États insulaires qui sont des PMA, il serait souhaitable d'assurer la cohérence entre le processus ci-dessus et celui du cadre intégré.

* Un financement est demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A l): <u>Besoins d'assistance technique dans les domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>	CNUCED	Une formation et des services consultatifs sur les Accords pertinents et leurs conséquences pour le pays peuvent être fournis.*
Agriculture	PNUD	Voir A k) 2.
	OMC	Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé en 1998 et 1999 à l'intention des pays les moins avancés anglophones. Des séminaires et/ou ateliers régionaux spécialisés sur les règles de l'OMC seront organisés en 1998 ou 1999 pour les pays de la région de l'Asie et du Pacifique.
Mesures concernant les investissements et liées au commerce	OMC	Voir ci-dessus.
Règles d'origine	OMC	Voir ci-dessus.
Évaluation en douane	OMC	Voir ci-dessus.
Obstacles techniques au commerce	OMC	Voir ci-dessus.
Pratiques antidumping	OMC	Voir ci-dessus.
Licences d'importation	OMC	Voir ci-dessus.
Sauvegardes	OMC	Voir ci-dessus.
Services financiers	OMC	Voir ci-dessus.
Services professionnels	OMC	Voir ci-dessus.
Télécommunications de base	OMC	Voir ci-dessus.
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	OMC	Voir ci-dessus.
Réformes nécessaires une fois que le Samoa sera devenu membre de l'OMC	OMC	Une assistance pourra être fournie le cas échéant après que le Samoa aura présenté sa demande formelle d'accession à l'OMC.

* Un financement est demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m): <u>Évaluation des capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations</u>		
Les capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, sont minimales	CNUCED	Une formation et des services consultatifs peuvent être fournis afin de renforcer la capacité nationale de négociations.*
	PNUD	Voir A k) 2.
	OMC	Le stage de politique commerciale de trois semaines (voir A 1)) renforcera ces capacités. Au cours de ce stage, les capacités de négociation seront étudiées et une formation pour une meilleure participation aux négociations commerciales multilatérales sera dispensée.

* Un financement est demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g): <u>Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u>		
Formation dans des domaines tels que la sensibilisation aux technologies, l'esprit d'entreprise et l'innovation	PNUD	Voir A k).
Identification des possibilités d'exportation et sensibilisation aux problèmes du commerce international	CCI/ PNUD	Voir A k) 3.
Mise au point de nouveaux produits à base de ressources locales		
Capital à risques et financement du développement		
Développement des technologies de l'information pour les exportateurs		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q): <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien</u>		
Assistance pour le développement de techniques de commercialisation adaptées aux produits samoans, par exemple la préparation de matériel d'aide à la vente, la publicité dans des annuaires du commerce international et la promotion sur Internet	CCI/PNUD	Voir A k) 3.
Recrutement et disponibilité d'experts en commercialisation dans les domaines d'exportation appropriés		
Financement de la promotion des marchés, basé sur le succès		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B v): <u>Assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
Études de marchés et possibilité d'obtenir des informations sur les marchés	CNUCED	Le CD-ROM TRAINS sera toujours fourni.
	CCI/PNUD	Voir A k) 3.
Lignes directrices claires concernant les restrictions et les réglementations sur les marchés extérieurs		
Assistance technique pour négocier l'accès aux marchés	CNUCED	Des services consultatifs spéciaux pourraient être fournis concernant les futures négociations pour l'accès aux marchés.*
	CCI/PNUD	Voir A k) 2 et A k) 3.
La formation du secteur privé sur l'importance de facteurs tels que la qualité et la fiabilité	CCI/PNUD	Voir A k) 2 et A k) 3.
Création d'un institut de la qualité et de la normalisation		

* Un financement est demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b): <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
1. Assistance technique pour l'accèsion du Samoa à l'OMC	CNUCED	Voir A k) 4.
	OMC	Voir A k) 4.
2. Formation en cours d'emploi dans les domaines suivants: - sensibilisation aux technologies, esprit d'entreprise et innovation - formation du secteur privé sur l'importance de facteurs tels que la qualité et la fiabilité		
3. Promotion des échanges commerciaux et de l'investissement	CCI/PNUD	Voir A k) 3.
4. Mise au point de nouveaux produits et/ou services pour l'exportation	CCI/PNUD	Voir A k) 3.
5. Expansion du capital à risques et du financement du développement		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C c): <u>Informations complémentaires</u>		
Une base de données statistiques et une formation sur la façon d'utiliser ces informations sont nécessaires		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C d): <u>Besoins d'assistance technique dans le domaine des technologies de l'information, y compris la formation des ressources humaines</u>		
Pour que les technologies de l'information modernes puissent être pleinement utilisées, les infrastructures de base doivent être modernisées afin que l'ensemble du système soit fiable et d'un coût abordable pour les utilisateurs. Une assistance est nécessaire pour former les exportateurs à l'utilisation de ces technologies de l'information.		
